

Introdução

1. Nas as 25 A. mítico mas hoje
2. Revolução inacabada
guerra → guerra

I - Estado e identidade do ~~Estado~~ mundo

1. O todo imperial → imagem deixada
2. Isolad persistente face aos q aconteça fora
consequente ~~isolad~~ indiferença e quem lá fora
realiza a. conta
3. a grandez da n/ pequenez
4. a Europa cresco → nós e a Europa

o q resta como Estado?

II - De um regime a outro

1. advento da democracia
Estado de direito (?)
multipartismo (o q passa a futuro?)
liberdades fundamentais
2. Int/ , período de enriqueci/ de dem.
- Pactos e respectivos protocolos
- Agenda p/ pactos (Conf. ONU)
Perspectivas p/ Cons. Seg. (por 2x o numero, nunca lá
primeiro nada de novo)
3. Crise da dem. - idiosincrazias passad substituem as
grandes ideias;
ausência de perspectivas de futuro: democracia sem
projecto

III - Melhorias da QV dos portugueses?

1. onde utilizamos: 60h trab. n/ tinham. Salário mínimo
- bons nin. das finanças ao longo de todo o processo
2. Fosso entre os m.º ricos e os m.º pobres

IV - Questões novas

1. Redefinição de soberania (EU):
mudanças na educação
end. n/ anal. → sit. pré-moderna
PME → não criam transform. diplomacia
negociação
2. " da expressão de vontade pop.: - Fr: grupos políticos
3. " trabalho
4. Equilíbrio entre as etas em todas as funções
5. Entrada "ambiente" como questão chave



Table ronde avec des femmes et des hommes chefs d'entreprise. De la compétence au pouvoir : l'accès des femmes à la décision économique.

ATELIER N° 3

LA PARTICIPATION EQUILIBREE : L'APPORT DECISIF DES PARTENAIRES SOCIAUX ET DES ASSOCIATIONS.

3 Sous-ateliers.

- sous-atelier A : le dialogue civil et social en Europe en faveur de l'égalité.
- sous-atelier B : les partenaires sociaux : où sont les femmes ?
- sous-atelier C : les associations, vecteurs de l'égalité réelle entre les femmes et les hommes.

A. le dialogue civil et social en Europe en faveur de l'égalité.

- la politique sociale communautaire facteur d'une participation équilibrée dans le dialogue social ? Evolution depuis la conférence de Rome.

- la recherche inachevée d'un meilleur dialogue civil ; conclusions à tirer :

- de la communication de la Commission Européenne de 1997 et de la résolution du Parlement Européen de 1998 sur la promotion du rôle des associations et fondations en Europe ;

- des travaux de la Commission Européenne préparatoires au livre blanc sur les associations.

B. Les partenaires sociaux : où sont les femmes ?

1. La promotion de la place des femmes au sein des syndicats.

- Politique mise en oeuvre par les syndicats pour assurer, en interne, l'équilibre hommes - femmes dans les postes de décision.



- respons. de l'Et.

Banque Mondiale - 80...
de régulation

" " - rôle de l'Etat (96)

- l'instauration d'un régime dém.

est la conséquence d'un écon. de marché

- la rationalité d'un état pays (3 types de brev.)

• l'impact de la guerre col.

• " de l'écon. de marché (liberté d'entreprendre)
(planification/stratégique)

- le dém. en soi ne conduit pas à régler

- en E. l'Etat est Bruxelles.

↓ a déjà défini ses fonctions

→ tant q'les acteurs sont vivants, il faut revenir à la dém.

→ la dém. repr. ayant des limites

l'initiative de la société civile (vs) partis politiques

↓ insuffisance des → est complétée par les ONG

• raisons de l'initiative:

- déperdition des partis pol.

- absence de décisions prises

↓ int/nat
↓ financier (euro)

• des acteurs qui

- 8 -

- Le partenariat entre les pouvoirs publics et les associations. Prise en compte de la dimension "équilibre hommes-femmes dans la prise de décision" dans la formalisation du partenariat.

*
* *

Table ronde avec des femmes et des hommes syndicalistes et responsables associatifs. Pouvoirs publics, employeurs, syndicats, associations : partenaires pour l'égalité.

Restitution, en séance plénière, des travaux des ateliers.

18h : réception à l'Elysée.

Samedi 17 avril.

Fundação Cuidar o Futuro

Séance de clôture avec participation du Premier Ministre.

Brève restitution des travaux.

Thème central : la participation équilibrée, gage, au sein des Etats membres de l'Union européenne, d'une société plus efficace, plus productive, plus solidaire.

Tables rondes autour des Ministres et Commissaires présents.

Signature de la Déclaration.

- la soc. civ. est croissant

↓ augm. nombre ONG

↓ def. des ONG : période de transition

↑ touche à l'aspect positif

- croix rouge : sûre (individuelle)

(pêche ONG)

- les majorités d'idées -

↓ cela suffirait des dé. qui
les députés - de circonscriptions

→ 20/21 Mai → Budapest →

Fundação Cuidar o Futuro

- conclusions à tirer de l'étude, en cours, de la Confédération Européenne des Syndicats sur les femmes dans la prise de décision au sein des syndicats.

2. Le rôle et le degré d'implication des syndicats en faveur de la prise en compte de l'égalité réelle dans leur programme d'action générale, dans les négociations collectives et dans le soutien à la promotion des femmes aux postes de décision dans les entreprises (y compris le tutorat).

- Programmes et pratique des syndicats. Moyens dont ils se dotent pour promouvoir, en externe, l'égalité réelle (exemple : création et rôle des commissions de femmes).

- Rôle des syndicats dans la politique contractuelle. Stratégies syndicales visant à désigner des femmes dans les instances institutionnelles : conseils de prud'hommes, conseils d'administration des organismes de sécurité sociale, instances des caisses de retraites, conseils économiques et sociaux régionaux, médecine du travail, ASSEDIC etc...

- Analyse de mesures ponctuelles réussies.

C. Les associations, vecteurs de l'égalité réelle entre hommes et femmes ?

1. Promotion de la place des femmes au sein des associations.

- Eléments statistiques. Constat d'une déficience de données chiffrées, à l'échelle européenne, concernant la place des femmes dans les instances décisionnelles des associations

- Stratégies développées par les associations pour promouvoir, en interne, l'équilibre hommes - femmes dans les instances décisionnelles.

2. Le rôle des associations en faveur de l'égalité réelle dans les processus de décision.

- L'implication des associations, notamment féminines et féministes, sur le thème « partage du pouvoir » dans les champs politique, économique et professionnel.